

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 55 (1910)
Heft: 11

Artikel: Le combat de Neuenegg
Autor: Hintermann, Robert
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-339119>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 01.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le combat de Neueneegg

5 mars 1798¹

(Avec une carte)

Avant-propos

Le combat du 5 mars 1798, à Neueneegg, offre des épisodes si intéressants et des leçons si frappantes de l'action combinée des chefs et des troupes dans le combat que l'on aurait peine à en trouver, dans l'histoire des guerres, un second exemple aussi général et impressionnant.

Ce n'est, d'ailleurs, pas seulement le soldat qui devrait, de temps en temps, jeter un coup d'œil sur ce tableau saisissant des défauts de l'ancienne Confédération, c'est aussi l'homme d'Etat ; disons mieux : c'est chaque Suisse.

Pour bien comprendre tous ces événements, il faut se rappeler combien notre pays était alors déchiqueté par les passions politiques et confessionnelles et combien le véritable esprit militaire allait se perdant dans une instruction insuffisante et purement formelle ; combien, surtout, le service mercenaire avait rabaissé son niveau moral. On peut relever des traces de cette influence néfaste jusqu'à une époque récente ; c'est elle qui, lorsque j'étais recrue, faisait dire encore avec une certaine complaisance : « On n'est pas un bon soldat si l'on a pas été aux arrêts », ou encore : « Un vrai soldat doit avoir un peu d'huile à son chapeau ».

Mais je dépasserais de beaucoup les limites de la tâche que je me suis fixée pour aujourd'hui, si je voulais m'arrêter plus longtemps à ces particularités ; il suffit de se les être rappelées pour ne plus considérer les faits dont nous allons traiter comme

¹ Ces pages ont paru d'abord dans la *Monatschrift für Offiziere aller Waffen*. Le croquis du combat qui leur est joint a été emprunté, avec l'assentiment de la Section vaudoise des officiers, qui en est la propriétaire, à l'ouvrage du major Muret : *L'invasion de la Suisse en 1798*.

des énigmes de psychologie. Toujours est-il qu'il ne faut pas craindre d'esquisser de nouveau les événements politiques qui précédèrent les faits décisifs du 5 mars. Des événements au fond tout semblables bien que d'aspect plus moderne se sont déroulés et se déroulent encore à l'heure qu'il est ; il n'est pas du tout impossible que des complications politiques placent un jour de nouveau la Suisse devant une tâche analogue à celle qui, en 1798, provoqua son effondrement.

*
* *
*

Le 10 août 1792, la populace parisienne avait attaqué la Garde suisse aux Tuileries et l'avait massacrée. Dix jours après, le 20 août, l'Assemblée nationale décidait le licenciement immédiat et le renvoi des régiments suisses ; près de 12 000 hommes reprirent ainsi le chemin du pays ; mais leur solde, au mépris des capitulations existantes, ne leur fut pas payée et leurs réclamations demeurèrent vaines. — Ces actes de violent arbitraire provoquèrent dans toute la Confédération une émotion considérable et une profonde colère. On réclama des représailles ; mais, comme le dit si justement le colonel Frey dans son bel ouvrage : *Le Suisse sous les Drapeaux* : « Les temps n'étaient plus où les Confédérés entraient en campagne pour venger la mort de leurs frères ou de leurs fils et l'honneur offensé du pays ». On se contenta de rompre les relations officielles avec l'envoyé français. Non seulement on ne parla plus d'une autre satisfaction, plus complète, mais ce furent au contraire les Français qui, au nombre de 3500, envahirent la Savoie, sous les ordres du général Montesquiou, avec 14 canons, et s'approchèrent de Genève d'une façon menaçante. Celle-ci demanda du secours à Berne et à Zurich, qui étaient ses alliées, et vingt-quatre heures après, déjà, 1600 Bernois abordaient à Genève, tandis qu'un corps de 12 000 Zurichois et Bernois se concentrait aux environs de Nyon, dans une position qu'appuyaient deux redoutes, l'une près d'Eysins et l'autre près de Chésereux. — Cette attitude décidée impressionna Montesquiou, qui conclut avec les Confédérés un arrangement garantissant l'intégrité de Genève. Mais le gouvernement de Paris ne ratifia pas cette entente et Montesquiou, relevé de son commandement, s'enfuit dans le Pays de Vaud. Toutefois, les hostilités ne furent pas immédiatement poussées plus loin ; mais le départ des Suisses fut le signal, à Genève,

d'une révolution, fomentée par des intrigues françaises, qui mit durant des mois la ville sens-dessus-dessous.

Ce n'était, d'ailleurs, pas le premier coup porté par les Français aux Confédérés. L'évêque de Bâle, allié des cantons catholiques, possédait notamment, comme prince de l'Empire, les vallées de Porrentruy, de Delémont, de St-Imier et de Münster. Lorsque la Révolution française gagna de proche en proche, l'évêque, Joseph von Roggenbach, demanda à l'Empire des troupes pour sa sécurité. 550 Autrichiens, partis de Rheinfelden, occupèrent Delémont et Porrentruy, le 18 mars 1791, avec l'assentiment des Suisses. Aussi, lorsque la France, le 20 avril 1792, déclara la guerre aux Alliés, une division de ses troupes, détachée de l'armée du Rhin que commandait le général Custine, pénétra, les 28 et 29 avril, dans ces deux vallées. Elle occupa les passages qui conduisent dans les vals de St-Imier et de Münster et se fortifia à Repatsch. Les Autrichiens s'étaient retirés sans coup férir. Quant à Berne, elle se borna à veiller sur ses frontières. Le 7 mars 1793, ces vallées, baptisées entre temps de République rauracique, furent incorporées à la France sous le nom de département du Mont-Terrible.

On peut vraisemblablement présumer qu'il existait déjà à Paris, en 1793, un plan pour l'occupation de la Suisse ; mais les complications auxquelles la France devait faire face à l'intérieur et l'insuccès de ses armes contre l'armée autrichienne, le 18 mars 1793, à Neerwinden, l'engagèrent à ne pas gâter ses rapports avec sa voisine de l'Est, qui était encore dans des dispositions amicales à son égard. Toutefois, la preuve que l'on tenait peu à un accord durable est fournie par la conclusion de la paix de Campo Formio, le 17 octobre 1797, en vertu de laquelle l'Italie du nord passait, comme République cisalpine, sous le haut protectorat de la France, augmentée des territoires de Bormio, de la Valteline et de Chiavenna, pays sujets des Grisons¹, qu'un simple décret du général Bonaparte leur enlevait pour les incorporer à leur voisine. Au lieu de s'unir pour combattre et conserver à la Suisse ces contrées qui lui étaient d'un si grand prix², on supporta tranquillement cette saignée ; bien plus, lorsque, très peu de temps après, Bonaparte traversa la Suisse pour se

¹ Les Grisons étaient alliés à Zurich, Berne et le Valais.

² Que l'on pense seulement à la solution de la question, si actuelle, de la percée des Alpes orientales.

rendre au Congrès de Rastatt, on le reçut, partout où il s'arrêta, comme un royal protecteur ! D'autre part, l'envoyé français Barthélémy, bien disposé envers la Suisse, était rappelé et, à sa place, le 16 décembre, Mengaud commençait à répandre et à attiser, avec une impudence incroyable, la discorde et la méfiance parmi les Confédérés politiquement désunis. En même temps, soit le 15 décembre 1797, le général Gouvion St-Cyr, avec une demi-brigade et deux escadrons, occupait les vallées de St-Imier et de Münster, qui étaient placées sous la protection et la garde de Berne. D'après le colonel Frey, Mengaud aurait annoncé au Vorort, deux jours à l'avance, cette prise de possession, tandis que si l'on en croit le major Muret, elle n'aurait été notifiée que comme imminente, alors qu'elle était déjà un fait accompli. Que la vérité soit dans l'une ou dans l'autre de ces alternatives, cela ne change pas grand'chose au fait, qui montre avec quel mépris et quelle désinvolture on agissait déjà à l'égard des Confédérés¹. — Berne avait, il est vrai, du 15 au 17 décembre, mobilisé cinq bataillons et demi, deux compagnies de chasseurs et 15 canons ; avec ces forces, le major-général d'Erlach avait occupé la contrée d'Aarberg, Büren, Nidau et Erlach ; mais aussitôt que Mengaud fit entendre des protestations contre cette levée de troupes, tout en donnant des assurances de paix, on licencia, dès le 19 décembre, la moitié des effectifs².

¹ Devant les 200, le 18, X.

Le général St-Cyr demande, par une lettre très polie, à être autorisé à traverser le territoire bernois avec environ 50 hommes, pour prendre possession de la Neuveville en lieu et place du ci-devant évêque de Bâle, ou alors à pouvoir marcher par la montagne de Diesse, sur laquelle la France a maintenant des droits en commun avec nous, en place de l'évêque de Bâle. On accorda cette dernière requête, soit le passage par la montagne de Diesse, mais on y ajouta des recommandations en faveur de la Neuveville.

Nidau, le 16 X, 9 h. soir.

Appris que les Français se sont emparés de toutes les terres épiscopales. Le même jour des rapports arrivèrent, à 12 h., de Nidau ; ils faisaient craindre une invasion...

...Mulhouse, alliée des cantons, annonce sa triste situation ; elle est à la veille de perdre son indépendance...

² La preuve du licenciement est fournie par le *Tableau des cantonnements du 24 décembre*, qui fait voir les troupes encore sur pied à cette date là :

Büren et environs : 2 comp. de milices ; 40 canonnières ; 2 canons de quatre livres, 1 de six, 1 obusier.

Nidau et environs : 2 comp. de milices ; 40 canonnières ; 2 canons de quatre livres, 1 de six, 1 obusier.

Erlach : 1 compagnie de chasseurs.

Aarberg : 1 bataillon de milices.

Büren, Nidau, Aarberg } chacune 4, 6 ou 8 dragons.
Frienisberg, Schupfen }

(E. v. Rodt. *Geschichte des bernerischen Kriegswesen.*)

Le 28 décembre, le Directoire français rendit un décret qui, se référant au Traité de Lausanne de 1564, depuis longtemps oublié, déclarait le Pays de Vaud placé sous le protectorat de la France ; en même temps, des troupes françaises se massèrent dans le voisinage de la frontière suisse.

Le 20 janvier 1798, la 1^{re} division de l'armée, qui était revenue d'Italie, pénétrait dans Carouge. Son chef, le général Ménard, exhorta par une proclamation les Vaudois à faire une révolution, qui éclata aussitôt. Le colonel François-Rodolphe de Weiss avait été placé par Berne à la tête des forces du Pays de Vaud. Comme les Français approchaient de la frontière, il reporta son quartier-général de Lausanne à Yverdon. Il y réunit alors deux bataillons, une compagnie de tirailleurs et une de dragons.

Pendant ce temps, les événements marchaient ; un parlementaire français, qui portait au colonel de Weiss, le 25 janvier, une sommation de retirer du Pays de Vaud toutes les troupes bernoises et fribourgeoises, se heurta, près de Thierrens, à 10 h. du soir, à une patrouille bernoise. Par un malentendu qui n'a jamais été complètement élucidé, les hussards de l'escorte de l'envoyé français et celle-ci engagèrent un court combat, qui coûta la vie à un cheval et à un hussard, tandis que deux autres étaient blessés. A la nouvelle de ce désagréable incident, le colonel de Weiss perdit complètement la tête ; abandonnant Yverdon, d'où ses troupes se débandèrent, il partit pour Berne, escorté seulement de quelques dragons. Quant au général Ménard, il fit de cet événement le prétexte voulu pour franchir la frontière. Il prit à l'Arsenal de Morges vingt canons, frappa, sous le titre d'emprunt, le Gouvernement provisoire établi à Lausanne d'une contribution de 700 000 francs et exigea la mise sur pied d'un corps auxiliaire de 5000 hommes.

Le 6 février, le général Brune remplaçait le général Ménard. Il s'occupa de ravitailler ses troupes en munitions et en effectifs, tout en les poussant peu à peu du côté de la frontière fribourgeoise. Les Français avaient adopté une ligne de conduite analogue dans les vallées du Jura épiscopal, où commandait le général Schauenbourg ; le 6 février, son avant-garde occupait Bienne, ville amie et alliée de Berne.

Berne avait mobilisé ses troupes le 28 janvier ; le 31, la plus grande partie de l'élite était à la frontière, sous les ordres du

major-général Charles-Louis d'Erlach, désigné comme commandant en chef, en automne déjà, mais qui n'avait été nommé définitivement que le 22 janvier. Malheureusement, au lieu de jeter toutes ses forces sur l'adversaire, dont elles étaient très proches, le gouvernement bernois négocia avec Mengaud. Enfin, on rompit tous rapports avec cet agent provocateur, mais pour continuer les négociations avec le général Brune. Ce fin renard s'entendit magistralement à amuser les Bernois ; il conclut même un armistice allant du 17 février au 1^{er} mars, unique- pour rassembler durant ce temps plus de troupes et pour pouvoir, en communiquant hardiment à travers le territoire bernois, s'entendre, par le plus court chemin, avec Schauenbourg, au sujet du plan des opérations ultérieures !

On peut aisément se représenter combien de semblables circonstances avaient affaibli la force et la tenue morale des troupes bernoises ! — Enfin, le 26 février, le major-général d'Erlach, accompagné de 72 officiers, se présenta devant le Grand Conseil de Berne et demanda, dans un discours enflammé, de pouvoir prendre l'offensive ou d'être relevé de son commandement. Personne n'osa le contredire et l'offensive fut approuvée.

Mais les forces bernoises et confédérées, d'un effectif de 27 000 hommes environ, avaient été réparties des Ormonts en Argovie, par Fribourg, Morat et la ligne de l'Aar, et c'est de ces positions qu'on se prépara à attaquer en douze colonnes. Il est évident qu'une offensive aussi disséminée aurait conduit à un échec ; elle montre en tous cas à quel point les Confédérés avaient perdu le sens et l'habitude d'une tactique énergique.

Cependant les choses ne devaient pas en venir là ; à peine d'Erlach fut-il reparti de Berne, que le parti de la paix reprit la haute main ; l'autorisation d'aller de l'avant fut retirée et les négociations avec le général Brune rouvertes.

Le major Muret, dans son ouvrage : *L'invasion de la Suisse en 1798*, donne des détails très intéressants sur la marche de ces pourparlers, auxquels je me borne ici à renvoyer le lecteur. Avec une habileté vraiment diabolique, le général Brune s'applique à entretenir l'indécision des Bernois et à provoquer ordres et contre-ordres ; il reçut encore les négociateurs dans la nuit du 1^{er} au 2 mars, alors que les troupes françaises avançaient déjà. Le 2 mars, au matin, comme les premiers, sans avoir rien obtenu, quittaient le quartier-général de Brune, à

Payerne ; ils purent déjà voir, de tous les côtés, les colonnes françaises en marche.

Les circonstances politiques avaient provoqué un esprit de mécontentement et de révolte qui perçait dans quelques unités, déjà lors de la mise sur pied, et les fluctuations du gouvernement bernois avaient détruit, dans l'armée, toute confiance dans les chefs. On présentait partout la trahison. Voilà ce dont il faut à tout prix se rendre compte. Il faut connaître cet état d'esprit et ses suites pour comprendre et s'expliquer les événements qui se déroulèrent dans les combats des jours suivants.

Voici, dans ses grandes lignes, quelle était la situation respective des adversaires à la fin de février :

BERNOIS.

I^{re} DIVISION. — Commandant : major-général d'Erlach ; commandant en second : L. de Wattenwyl.

Dans les vallées des Ormonts, sous les ordres du colonel Tschanner : 2 bataillons de fusiliers, 1 compagnie de carabiniers, 7 canons ; au total, 1600-1700 hommes.

A Fribourg, sous les ordres du colonel Stettler : 2 bataillons de fusiliers, 4 canons ; en tout, 1000 hommes, auxquels il faut ajouter environ 2 bataillons de Fribourg et de Schwarzenbourg, soit 1000 à 1200 hommes.

A Morat et dans le Vully, sous le commandement d'Erlach lui-même : 7 $\frac{1}{2}$ bataillons d'élite, 2 compagnies de chasseurs, 3 compagnies de carabiniers, 3 de dragons, 4 batteries d'artillerie et du parc, la Légion romande, 1 bataillon de fusiliers et 3 compagnies d'élite de Morat ; au total, 5000 hommes et 26 canons.

II^e DIVISION. — Commandant : colonel-maître de camp de Graffenried ; commandant en second : colonel von Gross.

D'Erlach jusqu'à la frontière soleuroise, par Nidau, Gottstatt, Büren, et, plus en arrière, à Aarberg, Bätterkinden, Fraubrunnen, Jegenstorf et Berne : 9 $\frac{1}{2}$ bataillons d'élite, 4 compagnies de chasseurs, 1 de carabiniers, 2 de dragons, 2 d'artillerie avec leur parc, 6 bataillons et demi des contingents zurichois, uranais, glaronnais, appenzellois et saint-gallois ; en tout, 8900 hommes avec environ 37 bouches à feu.

III^e DIVISION. — Commandant : colonel de Büren ; commandant en second : colonel F. de Wattenwyl.

Sur la rive gauche de l'Aar, de Langnau à Wangen, sous

les ordres du colonel de Büren : 3 bataillons d'élite, 1 compagnie de chasseurs, 4 de dragons, 1 d'artillerie ; au total, 3100 hommes et 18 canons.

A Langenthal et Herzogenbuchsee, sous les ordres du colonel Mohr : 2 bataillons lucernois, un demi-bataillon d'Unterwald, soit 1600 hommes avec 4 canons.

A Soleure et dans le Jura soleurois, sous les ordres du général Altermatt : 4 bataillons de Soleure ; au total, 2000 hommes,

IV^e DIVISION. — Commandant : colonel de Wattenwyl, bailli de Lenzbourg.

A Aarau, Brugg et sur la rive gauche de l'Aar, pour surveiller les passages du Jura : 3 bataillons d'élite, 2 compagnies de chasseurs, 1 de dragons, 1 d'artillerie, une demi-compagnie pour la garnison d'Aarberg, en tout 1800 hommes avec 6 pièces de campagne et de forteresse.

Au total, environ 27 100 hommes et 102 canons.

FRANÇAIS.

I^{re} DIVISION. — Commandant : général Brune.

I^{re} BRIGADE : général Pigeon ; 2^e demi-brigade (2 bat. à Vevey, 1 à Aigle) ; 18^e demi-brigade (2 bat. à Moudon, 1 à Lausanne) ; 25^e demi-brigade (2 bat. à Moudon, 1 à Yverdon.)

2^e BRIGADE : général Rampon ; 32^e demi-brigade, à Payerne ; 75^e demi-brigade, à Avenches et à Faoug.

Cavalerie : 3^e et 15^e régiments de dragons, à Lausanne.

Artillerie : 3 compagnies et demie d'artillerie à pied et 1 d'artillerie montée, à Lucens.

Génie : 1 compagnie de sapeurs, à Lausanne.

Troupes vaudoises : 2 bataillons à Payerne, 2 à Moudon, 4 à Lausanne ; de ces six derniers, on retira 2 compagnies de chasseurs-éclaireurs. Il faut y ajouter encore 4 compagnies d'artillerie ; au total, 21 750 hommes et 26 canons.

II^e DIVISION. — Commandant : général Schauenbourg.

I^{re} BRIGADE : général Girard ; 3 demi-brigades, 1 régiment de hussards et 1 batterie dans la contrée Neuveville, Diesse, Bözingen, Reiben et probablement aussi, en partie, en arrière, dans le vallon de St-Imier.

2^e BRIGADE : général Nouvion ; 4 demi-brigades, 1 régiment de dragons et 1 de hussards, 1 compagnie d'artillerie montée, dans la région Pierre-Pertuis, rives de la Birse jusqu'à Bâle.

Une autre demi-brigade, 1 régiment de dragons et 1 d'artillerie étaient en marche encore et approchaient ; au total, 19 547 hommes.

Enfin, 3000 hommes de la 7^e division française doivent, sous les ordres du général Pouget, avoir occupé Yverdon et le Jura vaudois, pour couvrir les derrières du gros de l'armée.

* * *

Voyons à présent le cours des événements qui se passaient à la brigade de Pigeon et dans le détachement du colonel Stettler et devaient conduire aux combats de Neuenegg.

Le 1^{er} mars, le général Pigeon reçut du général Brune deux lettres, qui lui prescrivaient de surprendre Fribourg dans la nuit du 1^{er} au 2. En exécution de ces ordres, il prit les dispositions suivantes : 2 bataillons de la 2^{me} demi-brigade et 2 bataillons de Vaudois furent réunis à Ecuwillens, sous le commandement du chef de brigade Desnoyers, pour marcher de là sur Fribourg. La colonne principale sous les ordres du général Pigeon, était composée des 18^e et 25^e demi-brigades, d'un régiment de cavalerie, de 2 batteries à pied et d'une batterie montée ; elle avança par la route Romont-Fribourg.

A 3 heures du matin, la pointe de la 25^e demi-brigade se heurta aux avant-postes fribourgeois qui, surpris, se retirèrent. Plus en arrière, sur le plateau de l'Hôpital, 300 hommes avec 4 canons tentèrent d'opposer quelque résistance ; mais ils furent vite entourés et s'enfuirent. Les Français s'emparèrent des hauteurs de Guintzet et de Potences ainsi que de la redoute qui y avait été élevée, ce qui les rendait maîtres de la ville et surtout des portes de Romont et de Morat. Pigeon somma les Fribourgeois de capituler immédiatement ; le Conseil s'assembla ; sous la pression du parti avancé et considérant que les remparts de la ville n'étaient pas en état de soutenir un siège, il se rendit à cette nécessité. Mais il demanda un délai de deux heures, afin qu'ainsi les Bernois et le landsturm qui se trouvaient dans la ville eussent le temps de se retirer. Le général Pigeon accorda ce délai à condition que la garnison bernoise se constituât prisonnière. Comme les négociateurs, porteurs de cette proposition, s'apprêtaient à rentrer en ville, ils trouvèrent les portes fermées et occupées ; on refusa de les laisser pénétrer. Pendant leur absence, le parti de la lutte avait repris le dessus et décidé de

défendre la ville. On sonna le tocsin; les landsturmiens coururent s'équiper à l'arsenal. Cependant le général Pigeon, concevant quelque impatience, fit faire une nouvelle sommation, en réponse à laquelle on lui dit qu'une sédition avait éclaté et que le peuple refusait d'obéir au gouvernement. Aussitôt l'artillerie française commença son feu; elle eut tôt fait d'ouvrir une brèche dans le mur d'enceinte et d'enfoncer la porte de Romont.

Les Français se précipitèrent par là dans la ville, conduits par le maréchal des logis Barbe, à qui cette conduite valut d'être promu sous-lieutenant; tout s'enfuit et se cacha devant eux.

Le colonel Stettler n'avait pas attendu ce moment pour battre en retraite; il s'était retiré à temps avec ses Bernois, par la porte de Berne, dans la direction de Neueneegg, suivi des patriens fribourgeois, des milices et des landsturmiens du pays et du bailliage de Schwarzenbourg. Ils réussirent à emmener 20 canons de l'arsenal avant que les Français pussent les en empêcher; le soir, à 5 heures, toute la colonne était à Neueneegg.

La chute de Fribourg entraîna la soumission de tout le canton. Bien qu'aucune capitulation ne fût intervenue, on traita les habitants avec ménagements. Le général Brune vint en personne à Fribourg, le 3 mars, pour y installer un gouvernement provisoire: la constitution helvétique devait y être en vigueur dans un délai de deux mois.

Si nous jetons maintenant, rapidement, un coup d'œil sur cette prise de Fribourg, nous serons tout d'abord frappés du fait que les défenseurs ne prirent aucune précaution pour s'éclairer et se renseigner sur l'ennemi, attitude qui, seule, permit à la brusque attaque nocturne des Français de réussir. D'autre part, il semble presque incompréhensible que le général Pigeon n'ait pas dirigé sa colonne secondaire à droite, par Marly, sur les hauteurs à l'est de Fribourg, mouvement qui aurait coupé toute retraite aux troupes bernoises. Il est très intéressant de comparer avec celles du général Pigeon les dispositions que prit, du 10 au 12 novembre 1847, le général Dufour, sur lesquelles nous ne pouvons d'ailleurs pas nous appesantir ici. Enfin, l'on ne comprend pas davantage qu'après la prise de la ville presque sans coup férir, les Français n'aient pas organisé une poursuite énergique des Bernois. Si l'on pense que le colonel Stettler employa près de dix heures pour parcourir les 17 à 18 kilomètres qui le séparaient de Neueneegg, on peut se représenter combien, presque à

coup sûr, une poursuite prompte et vigoureuse aurait complètement dispersé cette colonne en retraite, qui cheminait lentement et pas, tout porte à le croire, dans un ordre parfait.

* * *

La 1^{re} brigade, sous le commandement du général Rampon, s'était concentrée à Faoug, le 1^{er} mars, en partie par des marches de nuit, pour se porter de là sur Morat. Des patrouilles avancées observaient spécialement la route de Morat à Fribourg. Le colonel de Wattenwyl, inquiet par la chute de Fribourg, rassembla à Morat un conseil de guerre pour délibérer sur les mesures à prendre. Il avait l'ordre formel de tenir Morat; toutefois, la majorité du conseil opina pour une retraite sur Berne et, seuls, les trois plus jeunes officiers présents se prononcèrent pour une offensive énergique. Pendant ces délibérations, une estafette arriva de Berne avec ordre à l'armée de se retirer dans le secteur Aarberg-Gümmenen-Laupen.

Le 2 mars, à 9 heures du soir, cette division commença sa retraite dans le plus grand silence. La légion romande et un bataillon de fusiliers, qui se trouvaient dans le *Vully*, gagnèrent Aarberg par Chiètres; là, tandis que la première s'y établissait, le bataillon s'égara et poursuivit sa marche sur Berne.

Les troupes de *Morat* partirent dans la direction de Gümmenen, où elles arrivèrent le 3, à trois heures du matin. Le colonel Louis de Wattenwyl dirigea le parc d'artillerie sur Allenlüften et, tandis que quatre bataillons, deux compagnies de chasseurs et deux de dragons restaient à Gümmenen et dans les localités environnantes, il détacha une compagnie de carabiniers, une compagnie du bataillon Wurstenberger et deux pièces de quatre livres, sous le commandement du capitaine de Mülinen, pour occuper *Laupen*. Pendant la journée, cette petite garnison se vit renforcée par deux bataillons, une compagnie de carabiniers et une de dragons; elle passa alors sous les ordres du colonel Ryhiner.

Enfin, on envoya, de Gümmenen, le bataillon Steiger, du régiment de Thoune, et la compagnie de carabiniers Tschärner au colonel Stettler, qui se trouvait à *Neuenegg* avec deux bataillons.

Pendant ce temps, la plupart des Fribourgeois qui étaient arrivés à *Neuenegg* à la suite du colonel Stettler s'en étaient allés; beaucoup d'officiers et de soldats de la contrée gagnèrent aussi nuitamment leurs demeures; ceux qui restèrent étaient en partie

cantonnés dans le village et en partie bivouaqués à l'endroit nommé « in der Krützen », au-dessus du village. Les subsistances étaient défectueuses ; par contre, les habitants distribuaient largement vin et eau-de-vie à tous ceux qui leur en demandaient. Il va sans dire que dans de telles conditions la discipline, déjà relâchée, sombra encore davantage ; c'est bien du contraire qu'il faudrait s'étonner. L'abandon de Fribourg, les ordres et contre-ordres qui s'entrecroisaient rendaient les soldats méfiants ; un prêtre catholique, arrêté comme espion, fut sans autre fusillé !

A *Gümmenen*, la situation était, si possible, encore pire, à tel point que le colonel Louis de Wattenwyl, estimant qu'il ne pouvait avec de pareilles troupes, attendre le choc de l'ennemi, décida de continuer sa retraite, le 4 au matin, sur Berne. Il mit au courant de sa résolution les colonels Ryhiner à Laupen et Stettler à Neuenegg, lesquels, préoccupés de ce mouvement qui découvrait leur flanc, crurent devoir imiter l'exemple. Tous deux, accompagnés du colonel Muttach, commandant de l'artillerie, partirent en avant à cheval pour prendre à Berne de nouvelles instructions. Le 4 mars, à 6 heures du matin, « l'avoyer, les conseils, les bourgeois et les députés des territoires de la Ville et République de Berne » s'assemblèrent pour la dernière fois, afin de délibérer sur la dissolution du gouvernement au pouvoir. Lorsque les commandants de Laupen et de Neuenegg arrivèrent, on leur donna les mêmes instructions qu'au colonel Louis de Wattenwyl, déjà reparti, savoir : empêcher la retraite des troupes sur Berne. Le colonel Muttach, malade, resta à Berne, tandis que Ryhiner et Stettler tournaient bride et rejoignaient leurs commandements. Mais à la porte supérieure, près du grand tilleul (sur l'emplacement actuel du passage sur voie), ils furent arrêtés par une soldatesque ivre, accusés de trahison, malmenés et finalement abattus à coups de fusil.

Cependant, les troupes qui battaient en retraite avaient reçu l'ordre de tenir leurs positions de Gümmenen, Laupen et Neuenegg ; les chefs réussirent un peu à calmer leurs hommes, auxquels on avait annoncé la constitution d'un nouveau gouvernement en même temps qu'on leur donnait le droit d'élire eux-mêmes leurs supérieurs¹.

¹ La proclamation est faite en ces termes :

Liberté ! Egalité ! Unité ! Confiance !

Toutes les troupes sont avisées qu'elles ont à remplacer les officiers qui manquent

Le commandant de la division, le colonel Louis de Wattenwyl, fut remplacé, à cause du découragement et de la crainte qu'il avait montrés, par le colonel Frédéric de Wattenwyl de Köniz, dont l'énergie était déjà parvenue, le 2 mars, à arrêter les troupes bernoises et soleuroises dans leur fuite de Lengnau sur Soleure, et à les décider à défendre l'approche de cette ville, jusqu'au moment où celle-ci donna elle-même l'ordre de cesser le combat. Le nouveau divisionnaire désigna le major de Wattenwyl de Payerne comme commandant à Laupen, et le colonel de Graffenried de Bümplitz comme commandant à Neuenegg.

Aux troupes qui se trouvaient déjà à Neuenegg, savoir :

1. Le bataillon Stettler (Sternenberg), qui possédait alors un nouveau chef, élu par la troupe.

2. Le bataillon de May, du régiment de Konolfingen,

3. Le bataillon de Steiger, du régiment de Thoune,

4. La compagnie de carabiniers Tscharner,

étaient venues se joindre les troupes suivantes :

5. La compagnie franche de Zofingue, sous les ordres du capitaine Cornelius Suter, soit environ 100 hommes,

6. La compagnie de volontaires bernois (ceux que l'on dénommaient les « Hausleute », soit 40 hommes),

7. 3 compagnies de dragons, et

8. Un certain nombre d'artilleurs avec 12 pièces, au total environ 1 800 hommes.

On a fort peu de détails sur la façon dont le détachement de Neuenegg qui s'était retiré jusque dans la région de Wangen, reçut l'ordre d'occuper de nouveau Neuenegg ; par contre, nous trouvons le récit d'un participant dans l'écrit du major Dr Badertscher : *Les journées de mars 1798*. — Ce témoin oculaire, l'octogénaire Rodolphe Bürgi, s'exprime ainsi : « Le dimanche 4 mars, avant l'aube, nous partîmes de Neuenegg et gagnâmes la lisière de la grande forêt qui domine Wangen. Là, tout au long de la route, nous campâmes attendant pleins de mécontentement ce qui allait résulter de tout cela. Comme nous, notre cher capitaine Bernard de Graffenried, qui sans cesse

à l'appel par d'autres, choisis par elles-mêmes, dans leur sein et parmi ceux en qui elles ont le plus de confiance.

Par ordre du Comité militaire,
MULLER.

Berne, le 4 mars 1798.

(E. Bähler, *Die letzten Tage des alten Bern im Kampfe gegen Brunen Armee*).

nous avait témoigné la sollicitude affectueuse et attentive d'un père, estimait peu honorable cette retraite, dans laquelle, sans même être poursuivi par l'ennemi, on avait abandonné canons, munitions et bagages. La mauvaise humeur était générale; personne ne pouvait comprendre cette retraite précipitée avant d'avoir rien vu de l'ennemi. A ce moment, notre sergent-major Flühmann, de Neuenegg, nous demanda si nous ne serions pas disposés à retourner là-bas avec notre capitaine au milieu de nous. Tous, nous répondîmes : oui ! et nous partîmes aussitôt. Tout en traversant la forêt, notre capitaine nous recommanda, au cas où l'ennemi nous surprendrait, de mettre au moins les canons hors d'usage. Une fois parvenus sur la hauteur de Neuenegg, on commença par envoyer quelques hommes à la forge, pour y quérir en toute hâte de quoi enclouer les pièces ; ensuite, nous rangeâmes nos canons sur la route qui descend ; deux ou trois d'entr'eux, chargés à mitraille, furent braqués sur le pont. A peine cela était-il fait et commencions-nous à cuire notre viande que l'ennemi apparut sur la hauteur en face. Notre capitaine nous appela aux armes — car nous n'avions pas de tambour — et nous plaça sur un rang, à deux pas d'intervalle ; nous n'étions pas beaucoup plus d'une centaine ; puis il envoya dix volontaires en avant-poste, sur le pont de la Singine. Là, nous plaçâmes une pierre au milieu du pont ainsi que sur les deux parapets, et d'eux d'entre nous s'y mirent en sentinelles. Peu de temps après, un avant-poste ennemi s'avança, plaça également deux sentinelles, mais respecta pour l'instant la borne-frontière par nous placée au milieu du pont. Un officier et un trompette, tous deux à cheval, vinrent alors en parlementaires ; nous les envoyâmes les yeux bandés et accompagnés de deux d'entre nous, jusqu'au village.

« Les Français se montraient aimables envers nous ; ils avaient parmi eux un tambour alsacien, qui servit d'interprète. Il y avait, à l'auberge « Zur Sense », du vin meilleur et à meilleur marché que celui que nous trouvions dans le village de Neuenegg ; aussi mon sergent me dit-il de demander au tambour s'il voulait nous en chercher une bouteille. Celui-ci en référa à son lieutenant, qui y consentit à la condition que nous leur donnerions de notre pain, qui était bien meilleur que le leur. Nous fîmes en conséquence venir quelques pains et, de son côté, le tambour s'en fut nous chercher le flacon promis ; mais lors-

que mon sergent lui en voulut donner l'argent, il refusa en disant qu'ils n'avaient pas payé le vin, pas plus que nous le pain.

« Dans le courant de l'après-midi déjà, les Français retirèrent leur avant-poste ; nous en fîmes autant alors, ne laissant qu'une sentinelle en deçà du pont. Nous nous attendions à chaque instant à être attaqués. Le soir, au crépuscule, nous fûmes relevés par la compagnie franche de Zofingue. Sur quoi, nous gagnâmes l'auberge pour y savourer du meilleur appétit du monde nos rations, que le sergent-major y avait fait cuire entre temps ; de tout le jour, en effet, exception faite pour la collation prise en commun sur le pont, nous n'avions rien mangé. »

D'après ce tableau plaisant du vieux Rodolphe Bürgi, on peut conclure avec certitude que :

- 1° Il n'y eut pas de marche compacte et homogène reprise de Wangen, pour réoccuper Neueneegg ;
- 2° Le service de sûreté fut défectueux ;
- 3° Et l'on en peut dire autant du ravitaillement et des subsistances.

Le greffier du Tribunal Emmanuel de Rodt décrit ainsi l'état des troupes bernoises à Neueneegg lorsque leur nouveau commandant, arrivant de Berne par Büren, les rejoignit, à cinq heures du soir : « Il les trouva dans un désordre parfait, en partie du fait de libations excessives. Par suite de mésentente entre les divers organes de l'alimentation, la boisson leur avait été fournie à pleins tonneaux, et ce ne fut qu'avec peine que toute cette effervescence put être calmée et un peu d'ordre rétabli. »

L'ordre de dislocation pour la nuit était le suivant :

Au gros : deux bataillons au bivouac, sur le sommet de la pente en arrière de Neueneegg, soit probablement sur l'emplacement du monument commémoratif, avec quatre canons dirigés contre Grund et six entre Fluh et Griengrube. Si l'on en croit Muret et Lohbauer, les dragons étaient placés à l'aile de ce bivouac, tandis que d'après Bähler ils auraient pris quartier à Wangen, ce qui me paraît plus vraisemblable. Le cours des événements parle également en faveur de cette deuxième hypothèse.

Sur le pont : la compagnie de grenadiers du bataillon Stettler (Sternenberg), les compagnies de volontaires zofingiens et bernois et deux canons de quatre livres. D'après Bähler, la compagnie de Zofingue, ne trouvant point de place au village, se serait

retirée jusqu'au bivouac et ne se serait portée vers le pont qu'au commencement de l'action. Mais le récit ci-dessus du vieux Bürgi comme aussi les événements eux-mêmes contredisent cette affirmation.

Pour garder le passage de la Singine (le gué?), entre Flammatt et Törishaus, on détacha deux compagnies du bataillon Steiger à Törishaus, tandis que le reste du bataillon (selon Bähler) couvrait Oberwangen.

Comme réserve générale, la compagnie de carabiniers Tschärner se trouvait sur la grande route, dans la forêt, près de Niederwangen.

D'après Bähler, des sentinelles avaient été placées, de 30 en 30 pas, le long de la Singine; Muret par contre n'en dit pas un mot. Les événements laissent supposer que, si vraiment ces sentinelles furent placées au début, elles n'y étaient en tous cas plus pendant la nuit, sauf celle du pont.

Sitôt arrivé, le colonel de Graffenried tint un conseil de guerre avec ses officiers, et nonobstant l'état lamentable des troupes, on décida d'attaquer le lendemain matin 5 mars.

La nuit était venue; un clair de lune légèrement voilé baignait le pays. Beaucoup d'hommes étaient rentrés chez eux pour dormir, et plus d'un officier, accoutumé à un lit moelleux, quitta le bivouac pour se chercher, dans les maisons avoisinantes, une couche plus confortable. Le conseiller national Bähler décrit cela en ces temps laconiques: « Au bivouac, où des flacons vides et des soldats ivres s'entremêlaient sur le sol, le silence se fit peu à peu! »

* * *

Interrompons pour un moment le cours des événements pour nous demander comment on agirait, aujourd'hui, dans des circonstances analogues. A cette fin, supposons que le détachement est en halte gardée à Oberstrassacker (voir croquis au 1: 25 000). Le commandant du détachement, qui aurait marché avec l'avant-garde, aurait arrêté son gros près de la colline du monument commémoratif; il se serait rapidement orienté sur le terrain et, ayant appelé vers le monument les commandants de corps de troupes et des unités indépendantes ainsi que trois chefs de patrouille de cavalerie, il leur aurait communiqué, un instant après, les dispositions suivantes :

INVASION DE LA SUISSE EN 1798 PAR E. MURET, MAJOR D'INFANTERIE 1881.

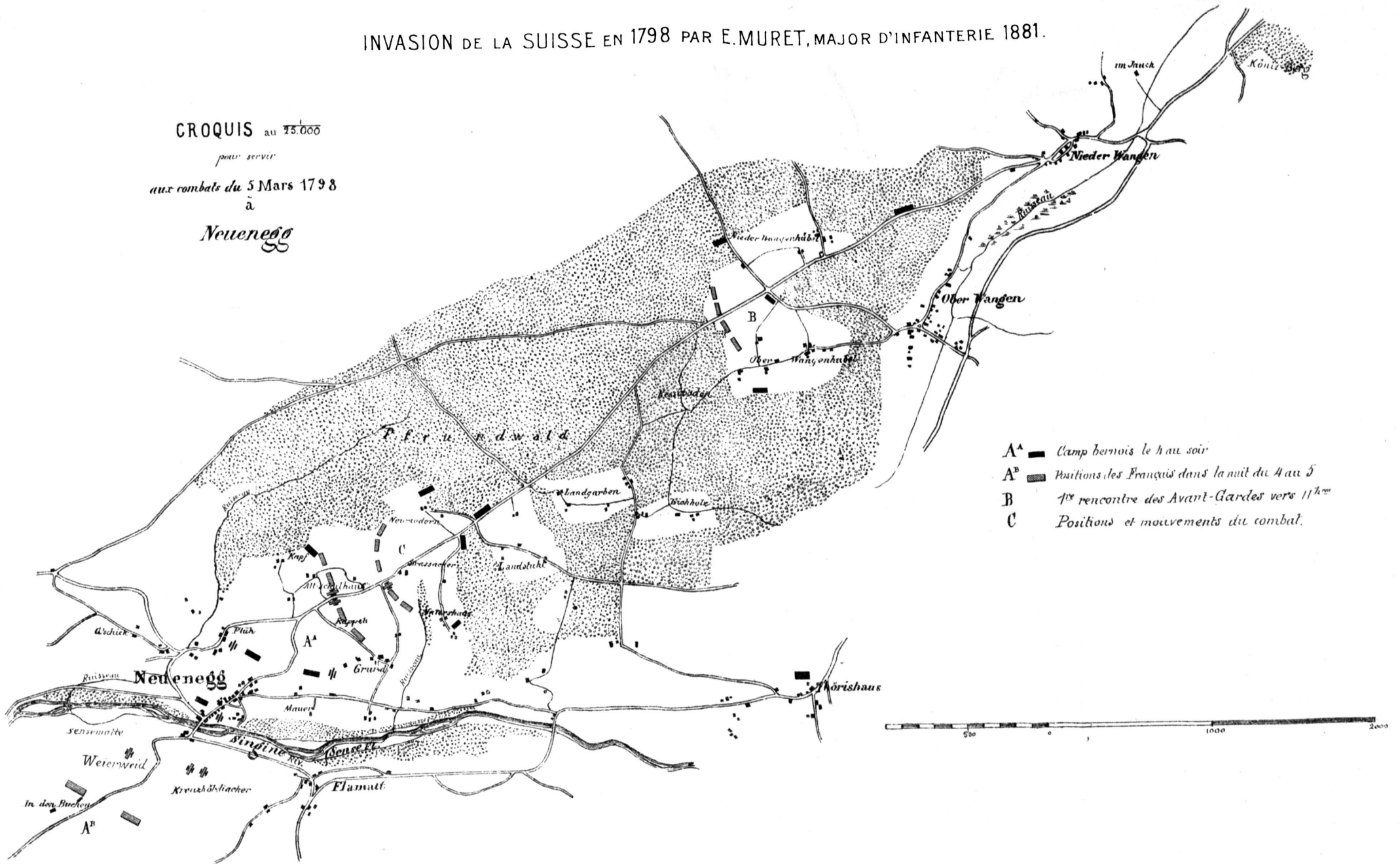
CROQUIS au 1/25.000

pour servir

aux combats du 5 Mars 1798

à

Neuenegg



- A^A — Camp bernois le 4 au soir
- A^B — Positions des Français dans la nuit du 4 au 5
- B — 1^{re} rencontre des Avant-Gardes vers 11^h
- C — Positions et mouvements du combat.

L'adversaire est probablement en marche de Fribourg ici; on signale ses patrouilles sur la rive gauche de la Singine.

Nous avons pour mission d'arrêter ici sa marche sur Berne.

A notre droite, à Laupen, se trouve le détachement du major de Wattenwyl.

Nos patrouilles de cavalerie *cherchent et gardent* le contact avec l'ennemi de la façon suivante :

Vous, lieutenant X., avec deux escouades, dans la direction Wünnewil-Schmitten-Mariahilf; je veux savoir où l'adversaire se trouve et où il se dirige.

Vous, maréchal des logis Y., avec une escouade, dans la direction Grenchen-Frisenheid-Galmis-Mariahilf; vous vous attacherez au flanc gauche de l'ennemi.

Vous, lieutenant Z., avec deux escouades, cherchez l'aile droite ennemie, par Flamatt-Ueberstorf-Wiler vor Holz-St-Antoni-Tafers-Mariahilf.

Bataillon de May, avec une escouade de dragons, marche sur Freiburghaus, couvre les chemins qui, de la vallée de la Singine, conduisent sur le plateau, reste en liaison avec Laupen et empêche toute avance ennemie sur Brüggelbach auf Wangenhübel. Le cas échéant, prendre de flanc toute attaque qui, de Neueneegg menacerait notre position actuelle. Objectifs des patrouilles : Grenchen-Amerswil.

Le bataillon d'avant-garde, avec une escouade de dragons, couvre le secteur entre les deux ruisseaux qui coulent à l'Est et à l'Ouest de Neueneegg et se jettent dans la Singine. On ne laissera passer que les patrouilles sur le pont de Neueneegg, qui sera par contre barricadé pour les colonnes et les trains. Objectif des patrouilles : la hauteur de Bagewil. Point central de défense : la colline du monument commémoratif.

La compagnie de carabiniers Tschanner, avec un peloton de dragons, assure les routes et le pont du chemin de fer de Flamatt, observe la route Grafenried-Törishaus et patrouille sur les chemins et routes qui, des hauteurs du Sud, débouchent dans la vallée de la Singine. En cas d'attaque ennemie supérieure en forces, tenir le plateau de Schoren jusqu'à l'arrivée de la réserve.

Le reste du détachement sera stationné à Oberstrassacker-Natershaus; commandant de place, commandant de bataillon Steiger.

L'artillerie établira ses pièces à Oberstrassacker, en prenant comme objectif le plateau de Bagewil; une batterie sera placée de façon à battre, même de nuit, la pente qui de Bagewil descend au pont de Neuenegg et le pont lui-même. On marquera les chemins des colonnes en vue d'une marche de nuit (avec de la sciure, des morceaux de papier, du foin, de la paille, des étoffes blanches, etc.)

On videra les caissons d'infanterie; ceux-ci se rassembleront ensuite à Wangenhübel et se rendront à Bümplitz, sous les ordres du lieutenant du train X., pour se ravitailler auprès de la compagnie de parc d'infanterie N°

Le train de combat suivra immédiatement les unités.

Le train de bagages s'établira en bivouac à Wangenhübel et y attendra des ordres. Chaque unité pourvoira à ses subsistances et à son cantonnement, et le cas échéant, on mangera des conserves. Les rapports me parviendront à Ober-Grund (maison de l'aubergiste Y.).

* * *

Avant de reprendre la suite des événements militaires, rappelons brièvement qu'après que, le 4 mars au matin, l'ancien gouvernement se fût retiré, on avait repris une fois encore les pourparlers avec le général Brune, parce que l'on estimait avoir alors observé les conditions de l'ultimatum par lui présenté le 27 février. Le général prit note des communications des envoyés bernois, mais stipula que :

1° Le gouvernement provisoire l'inviterait à se rendre à Berne, où il se ferait accompagner par deux compagnies d'infanterie et un escadron de dragons ;

2° On enverrait une mission diplomatique auprès du Directoire à Paris ;

3° On licencierait toutes les troupes bernoises.

Au fur et à mesure du licenciement, les troupes françaises se retireraient ; jusque-là, elles garderaient leurs positions¹.

Comme de juste, ces prétentions outrageantes furent repoussées. Au surplus, les Français n'avaient pas attendu une réponse : soit durant la nuit, soit au petit jour, soit seulement pendant la journée du 5 mars, *ils poursuivirent leur offensive. (A suivre.)*

¹ Voir, sur ces événements : *Quellenbuch zur Schweizergeschichte* von Dr. Wilh. Oechsli, section 174 ; Berne pendant les 4 et 5 mars 1798. Ce sont là des leçons que nous ne devons jamais oublier !